

Bilan de la situation politique en Thaïlande après la chute du régime « Thaksin »

DATES CLES

- Depuis 2005 : des mouvements populaires en faveur de la démocratie, des universitaires, des étudiants et lycéens, des associations et organisations privées, réclament la démission du Premier Ministre Thaksin Shinawatra.
- 24 février 2006 : Le Premier Ministre dissout l'Assemblée Nationale et le scrutin est fixé pour le 2 avril 2006.
- 2 avril 2006 : Election générale, boycottée par les partis d'opposition, lesquels ont refusé de présenter des candidats. La formation du Premier Ministre obtient 460 des 500 sièges à pourvoir. 40 sièges restent vacants car les candidats qui y briguaient les suffrages n'ont pas obtenu plus de 20% des inscrits de la circonscription, comme le prévoit la Constitution. Il faut noter que sur les 44 millions d'électeurs appelés aux urnes, 15 millions ne sont pas aller voter. Après le dépouillement, on a pris connaissance des faits suivants : 5 millions de bulletins étaient nuls, 10 millions ont exprimé un vote blanc (la Constitution thaïlandaise permet de voter blanc et que ces votes blancs soient comptabilisés). Les 460 députés élus dès le 2 avril ont donc obtenu en tout 14 millions de voix sur 44 millions d'électeurs inscrits, soit à peine 32% de la population en âge de voter.
- 4 avril 2006 : Monsieur Thaksin Shinawatra annonce, en larmes, son retrait du pouvoir.

- 5 avril 2006 : Le Général de Police Chidchai Vanasatidaya est nommé Premier Ministre par intérim.
- 19 avril 2006 : Elections sénatoriales. Les sénateurs, selon la Constitution du royaume, ne peuvent être membres d'un parti politique. Mais il semble qu'un bon nombre des sénateurs nouvellement élus soient des proches de Monsieur Thaksin Shinawatra, comme l'a déclaré le Dr. Somkiet Onwimon, sénateur sortant et journaliste très influent dans le pays.
- 23 avril 2006 : Une élection partielle a lieu dans les 40 circonscriptions non pourvues lors du vote du 2 avril ; seuls 26 sièges ont été pourvus, les candidats ayant obtenu les voix de plus de 20% des inscrits de la circonscription.
- 24 avril 2006 : Sa Majesté le Roi Bhumibhol Adulyadej déclare avec la plus grande conviction que les Thaïlandais doivent tous contribuer au développement du royaume et travailler ensemble de manière solidaire, majorité et opposition. Les mouvements démocratiques d'opposition au Premier Ministre sortant lui demandant avec insistance d'user de son pouvoir régalien pour nommer un Premier Ministre, il s'y est refusé catégoriquement en rappelant que ceci n'est pas de ses prérogatives constitutionnelles en tant que chef de l'Etat ; le Roi a ajouté qu'une telle nomination anticonstitutionnelle ne pourrait qu'entraîner une aggravation de la crise politique actuelle. Selon les analystes, l'intervention du roi pourrait aboutir, dans le respect des règles constitutionnelles, à l'annulation des élections générales du 2 avril 2006 par les trois Conseils supérieurs, la Cour constitutionnelle, la Cour de Cassation et le Conseil d'Etat.
- 26 avril 2006 : La Commission électorale de Thaïlande convoque les électeurs pour un troisième scrutin dans 14 des 40 circonscriptions non

pourvues lors de l'élection générale du 2 avril et des élections complémentaires du 23 avril qui ont permis l'élection de 26 députés supplémentaires, appartenant soit au parti de Monsieur Thaksin Shinawatra soit à des partis fantoches créés pour la circonstance. Cette élection partielle aura lieu un week-end très prochain, de façon à ce que l'Assemblée Nationale puisse se réunir le plus rapidement possible et nommer un nouveau Premier Ministre. La Constitution exige en effet que l'Assemblée soit au complet pour une telle nomination.

ANALYSE DE LA POLITIQUE DE MONSIEUR THAKSIN SHINAWATRA

Politique de lutte contre la corruption

Alors que Monsieur Thaksin Shinawatra avait fait de la lutte contre la corruption endémique qui gangrène le Royaume depuis de nombreuses décennies un des chevaux de bataille de son programme politique depuis qu'il a accédé au pouvoir en 2001, la vente de son entreprise de télécommunications « Shin Corporation » à une compagnie de Singapour a été critiquée et vivement attaquée par les partis d'opposition, les mouvements populaires pour la démocratie ainsi que par les intellectuels et universitaires thaïlandais : alors Premier Ministre, Monsieur Thaksin Shinawatra a tenté de ne pas s'acquitter des taxes afférant à cette transaction. Plusieurs grands projets mis en œuvre par son gouvernement sont en fait dans la main de Monsieur Thaksin Shinawatra et de ses entreprises. Selon certains Professeurs de Droit de l'Université Thammasart, ceci peut être considéré comme de la « corruption politique ».

Politique concernant les soins médicaux

Le Parti « Thai Rak Thai » (« Les Thaïlandais aiment les Thaïlandais ») s'est signalé, dès sa prise de pouvoir, par la mise en évidence d'un slogan « 30 baht pour

soigner toutes les maladies ». Ceci n'est efficace que pour les maladies bénignes comme la grippe, le rhume, les diverses vaccinations, etc. Mais les maladies graves et durables comme le sida, le cancer, la grippe aviaire, le SRAS, ne sont pas du tout prises en cause de manière sérieuse. Une telle situation sanitaire doit être également mise sur le compte de la médiocrité du système de sécurité sociale thaïlandais, qui n'existe guère que pour les fonctionnaires et pour les employés des grandes entreprises, essentiellement étrangères d'ailleurs.

Politique de lutte contre la pauvreté

La lutte contre la pauvreté, consistant par exemple en la promotion des produits agricoles, est un des projets politiques les plus importants qui a tenu à cœur de Monsieur Thaksin Shinawatra tout au long de ses deux mandats de Premier Ministre même si, pour le second, il s'est vu contraint de démissionner avant la fin, prévue en 2007, de son mandat. La ligne politique essentielle qu'il avait mise en place, sans doute dans une réflexion axée sur le « développement durable » était d'établir une fondation financière d'un million de baht pour chaque communauté villageoise. Malheureusement, les résultats de cette politique de développement communautaire sont aujourd'hui, on ne peut que le constater, de l'ordre du superficiel. De plus, les villageois ont vu leur dette envers le gouvernement augmenter plus encore. Le problème du prix des produits agricoles reste de toutes façons un sujet qu'il conviendra de continuer à discuter.

Politique concernant l'enseignement

L'autonomie, initiée d'ailleurs par le Gouvernement de Monsieur Chuon Leekphay, Premier Ministre issu du Parti démocrate, avant 2001, des Universités publiques entraîne une aggravation considérable de la situation de l'enseignement supérieur et de la recherche. L'éducation est désormais essentiellement accessible aux classes favorisées – haute société et classes supérieures de Bangkok comme des grandes villes de province – alors que les élèves issus de la paysannerie, qui constitue toujours l'essentiel de la population thaïlandaise, ou de la classe ouvrière – se voient de plus en plus exclus pour des raisons simplement financières : les bourses d'études sont en effet peu nombreuses et, surtout, peu substantielles. Les

droits d'inscription dans les anciennes universités dites publiques ont augmenté de manière spectaculaire dans les quelques années qui viennent de s'écouler. L'éducation est en quelque sorte devenue ce que nous pouvons définir comme un enjeu commercial. Toutes les universités luttent désormais les unes contre les autres pour attirer un nombre d'étudiants suffisant qui leur permette d'assurer leur financement. Les étudiants se voient donc obligés, dans un tel contexte, de s'orienter vers des disciplines qui, croient-ils, leur permettront d'accéder à une vie professionnelle « rentable » après leurs études. Chacun comprendra dès lors que l'apprentissage du français, par exemple, les universités du royaume n'occupe plus une place importante : il est actuellement et de plus en plus, remplacée par celui du chinois, du japonais et du coréen.

Pis encore : si l'on se tourne maintenant vers l'enseignement secondaire, on trouve un projet que l'on peut, sans exagérer, qualifier de ridicule et nommé « Un district, une école de rêve ». Il est vrai que ce slogan paraît montrer un réel enthousiasme et porter une grande ambition, celle de créer une école moderne avec de nouvelles méthodes pédagogiques, nommée dans le jargon gouvernemental inspiré de projets initiés aux USA, « Child Center ». Il ne faut pas oublier que s'il veut réellement mener à bien un tel projet, le gouvernement doit investir de façon à pouvoir faire que cette politique soit efficace. Hélas ! Les crédits que le budget du royaume consacre à l'éducation est toujours aussi faible. Les subventions de l'Etat ne permettent pas aux responsables des établissements d'enseignement secondaire de mettre en oeuvre ce programme qui leur est imposé et ils se voient donc dans l'obligation de recourir à des prêts bancaires qu'ils n'ont, au bout du compte, aucun moyen de rembourser. Cette situation qu'il convient de dénoncer, n'est pas une analyse abstraite de la situation des responsables des collèges et lycées : le directeur d'une école de campagne s'est suicidé pour la simple raison que son établissement était incapable de rembourser l'emprunt qu'il avait contracté dans le cadre de ce projet, « forcé » mais non financé par l'Etat.

Un autre programme en rapport avec l'éducation que nous ne devrions pas négliger est celui de l'octroi de bourses permettant à des élèves thaïlandais d'aller poursuivre des études supérieures à l'Etranger. Si un tel programme est aussi respectable qu'admirable, comment peut-on imaginer envoyer des élèves, qui ne

connaissent même pas Bangkok, à l'Etranger ? Comment ces jeunes gens peuvent-ils vivre et étudier dans des pays étrangers dont les langues sont totalement différentes de la leur ? C'est ainsi qu'une étudiante envoyée en Allemagne s'est, à cause d'une crise psychologique, suicidée, ce qui a causé un grand émoi en Thaïlande.

Privatisation du secteur public

Dès le début de son premier mandat, Monsieur Thaksin Shinawatra a tenté, petit à petit, de privatiser d'importantes infrastructures qui étaient autrefois des services publics dépendant de l'Etat comme l'électricité, l'eau, les services postaux et téléphoniques. Si une telle politique peut sembler, dans le cadre de la mondialisation, « correcte » car elle encourage les Thaïlandais à investir dans ces services privatisés, en vérité, on peut se poser la question de savoir combien de Thaïlandais peuvent prétendre à devenir des actionnaires potentiels de ces services privatisés. Ces infrastructures sont essentielles pour la vie quotidienne des citoyens mais leur prix est de plus en plus élevé. Mais les actionnaires actuels de ces entreprises nouvellement privatisées ne sont-ils pas les proches et la famille de celui qui était Premier Ministre il y a encore quelques semaines ?

Politique concernant la promotion de la culture thaï

On a vu la création d'un nouveau ministère dès le premier mandat de Monsieur Thaksin Shinawatra, le Ministère de Culture, lequel avait, parmi ses buts principaux, de promouvoir la culture thaï. Mais, en réalité, ce ministère s'occupe essentiellement de mener une politique contre l'occidentalisation. Il faut noter ici certaines options politiques particulièrement remarquables de ce ministère : interdiction faite aux homosexuels d'exercer dans la fonction publique ou de montrer leur visage à la télévision thaïlandaise, censure de chansons dont le contenu est défini comme étant contraire à la vertu ou à la moralité thaï comme « Chan Rak Phau Khao – J'aime son mari » ou « Chu Thang Jai – Amant de cœur ». Mais la promotion de la langue comme de la culture thaï est totalement négligée. Un bon exemple est le cas de notre institut, les Langues O' : aucune bourse n'est octroyée aux Français qui étudient la langue thaï, aucun livre n'est envoyé à notre établissement de la part

de ce ministère tandis que cette maison continue, depuis plus de cent ans, de promouvoir la langue et la culture de ce pays qui pourtant, ne refuse jamais quelque aide que ce soit pour ses propres ressortissants.

Violences islamiques dans le sud

Alors que l'agitation séparatiste des Musulmans de l'ancien Sultanat de Pattani était calmée depuis la fin des années 1970, on a vu réapparaître, depuis le début du premier mandat de Monsieur Thaksin Shinawatra, tout un ensemble d'actions terroristes attribuées de manière générale à des extrémistes d'obédience islamiste. Ce gouvernement tente de résoudre cette situation en utilisant les moyens qui, croit-il, sont les plus efficaces : il envoie de l'armée, dont l'action brutale a fait plus de 80 morts à Tak Bai, un district de la province de Narathiwat ; il a classé les zones infestées par le terrorisme selon 3 couleurs et supprimé les subventions gouvernementales aux villes et villages où on ne peut pas trouver qui est la cause des attentats et ou des interventions polémiques. Enfin, il a fait larguer, du haut des avions de l'Armée thaïlandaise, des millions d'origami sur les provinces touchées par la guérilla afin, pensait-il, de calmer la situation.

Ceci n'est qu'un résumé, peut-être polémique, de ce qui se passe et s'est passé en Thaïlande au cours des dernières années. Les lecteurs peuvent, bien entendu, aller s'informer plus amplement sur les différents sites thaïlandais (journaux, ministères, etc.). Bon nombre d'entre eux sont d'ailleurs en anglais, ce qui les rend plus facilement accessibles.